



LE POUVOIR ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES, BASSE-CASAMANCE, SÉNÉGAL



Recherche réalisée par:



Auteurs :

Albert Roca Álvarez (chercheur principal)
Armonia Pérez Crosas
Jordi Tomàs Guilera

Édition et coordination de la publication :



Recherche associée aux projets :

- Le programme « Contribuer à l'autonomisation économique et politique des femmes de Ziguinchor, Sénégal », mené par l'ONG catalane Xarxa de Consum Solidari (XCS) en collaboration avec La Xixa Teatre et USOFORAL en tant que partenaire local. L'Université de Lleida (UdL) a été sous-traitante pour la réalisation de la recherche. Le programme a été financé par l'Agence catalane de coopération au développement (ACCD) dans le cadre de l'appel à subventions pour les projets de développement de l'année 2022 (L1) (ACC184/22/000002).
- Le projet « Promouvoir le leadership des femmes de Djinaky, Boutupa-Camaracounda et Oulampane (Sénégal) et leur participation aux instances décisionnelles » a été mis en œuvre par XCS en collaboration avec La Xixa Teatre et USOFORAL en tant que partenaire local. L'UdL a été l'entité sous-traitante chargée de mener les recherches. Le projet a été financé par l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID) dans le cadre de l'octroi de subventions pour la réalisation de projets de coopération au développement pour l'année 2023 (2023/PRYC/000313).
- Le projet « Promouvoir la participation des femmes à la gouvernance municipale de Ziguinchor, au Sénégal » est mené par XCS en collaboration avec La Xixa Teatre et USOFORAL en tant que partenaire local. Le projet a été financé par la mairie de Barcelone dans le cadre de l'appel à subventions pour la coopération en faveur de la justice mondiale de 2024 (24S04924-001).

Remerciements :

Nous tenons à remercier les centaines de personnes qui ont consacré leur temps à cette recherche. Plus précisément, l'équipe d'ETDS (Economie Territoires et Développement Services) : Pape Tahirou Kanouté, Mouhamadou Bachir Diémé et Abdoul Wahab Cissé ; aux enquêteurs/enquêtrices (Awa Cissokho, Alimou Diallo, Mouhamed Lamine Diatta, Marie Louise Diatta, Rama Diédhiou, Landing Goudiaby, Catherine Nini Lambal, Khady Mané, Ndèye Amy Lisse Mané, Lamine Manga et Marie Sagna) ; et à Marta Moreiras et Laura Feal, pour la réalisation des supports audiovisuels. Et surtout, aux 93 personnes et 364 élèves anonymes qui ont parlé de leur expérience du pouvoir féminin en Basse-Casamance.

Images et données d'édition :

Images de couverture. Marta Moreiras.

Femmes photographiées: Aissatou Goudiaby, Alissoumoye Diédhiou, Aminata Mané, Anna Sané, Astou Fall, Dieriétou Goudiaby, Fatou Bodiane, Jeanne Tabarez, Mame Bembé, Mame Binta Diémé, Ndèye Marie Diédhiou (Thiam), Rama Dia, Ramatoulaye Diémé i Salimata Diédhiou.

Lieu et année de publication :

Lleida / Barcelone (Espagne), 2025.

© **Université de Lleida et Xarxa de Consum Solidari (XCS), 2025.**

Tous droits réservés.

Financement et responsabilités :

Cette publication a été réalisée avec la collaboration de la Coopération espagnole, par l'intermédiaire de l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID), de l'Agence catalane de coopération au développement (ACCD) et de la mairie de Barcelone.

Son contenu relève de la responsabilité exclusive de l'Université de Lleida et du XCS et ne reflète pas nécessairement la position de l'AECID, de l'ACCD ou de la mairie de Barcelone.



01

Contexte et objectifs de la recherche

Cette recherche, menée entre 2023 et 2025, aborde la relation entre les formes endogènes de pouvoir local des femmes en Basse-Casamance et les politiques d'autonomisation des femmes mises en œuvre tant par l'administration sénégalaise que par la coopération internationale. L'étude est structurée comme une recherche appliquée, liée à trois projets de coopération cofinancés par l'Agence catalane de coopération au développement (ACCD), l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID) et la mairie de Barcelone, mis en œuvre par l'ONG catalane Xarxa de Consum Solidari (XCS) avec USOFORAL comme partenaire local.

L'objectif général est de générer des connaissances sur les mécanismes locaux de pouvoir et de leadership des femmes, éléments cruciaux pour l'efficacité de tout programme de développement en subsaharienne. La région de la Basse-Casamance fonctionne comme un véritable laboratoire social en raison de sa diversité écologique, économique, démographique, culturelle, linguistique et religieuse. Cette étude vise à dépasser les approches idéalisées ou idéologiques qui caractérisent souvent les interventions de coopération, en proposant une conceptualisation par le bas co-construite de manière empirique avec les partenaires locaux et en facilitant l'identification d'intérêts communs réalistes entre les acteurs externes et internes.

Les objectifs spécifiques sont les suivants : générer une typologie des formes de pouvoir local des femmes à partir de leurs sources d'influence et des mécanismes qu'elles activent ; comprendre les conditions et les facteurs qui optimisent l'articulation des différents types identifiés entre eux et avec les programmes d'autonomisation ; et analyser le rôle des principaux facteurs de pouvoir, en mettant l'accent sur l'autochtonie et l'ethnicité, le lien et l'imbrication entre les sphères domestique et publique, la formation et la religion.

02

Méthodologie participative et portée territoriale

La recherche est conçue comme une étude qualitative basée sur 79 entretiens semi-structurés, 4 groupes de discussion et 364 rédactions d'élèves du secondaire, ainsi que plus de vingt réunions de coordination et trois séminaires organisés en Basse-Casamance. Le travail de terrain a été complété par la production de matériel audiovisuel (documentaire, capsules et photographies avec des récits de vie). Le territoire analysé couvre trois localités bien distinctes de la Basse-Casamance : Ziguinchor (urbaine), Kafountine (côtière, touristique) et Oussouye (rurale, agroécologique, caractérisée par la culture du riz et la pratique de la religion traditionnelle). Depuis 1982, la région est touchée par un conflit entre le *Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance* (MFDC) et l'État, un contexte qui a reconfiguré les relations de genre et le rôle des femmes dans la vie communautaire et économique.

La conception et la mise en œuvre ont suivi un modèle participatif déjà éprouvé dans les recherches précédentes de l'équipe. La composition du groupe de recherche reflète la parité de genre et comprend 3 chercheurs et chercheuses catalans (du Groupe d'étude des sociétés africaines, GESA, de l'Université de Lleida) et 12 chercheurs et chercheuses casamançais (réunis par *Économie Territoires et Développement Services*, ETDS, basé à Ziguinchor). Cette équipe collabore depuis 2021 et possède des décennies d'expérience dans la région. Il convient de rappeler les recherches antérieures sur la gestion de la violence de genre dans les foyers de la Basse-Casamance, dont les conclusions sont étroitement liées à la présente étude.

La méthodologie participative a impliqué la conception conjointe d'un dictionnaire multilingue sur les termes liés à l'autorité et au pouvoir, adapté aux langues locales (wolof, diola, mandingue et peul) afin de préserver la pertinence culturelle de l'objet de recherche. Les ateliers de restitution ont été reconçus comme des séminaires participatifs d'analyse, constituant des leviers fondamentaux pour construire un réseau d'alliés comprenant l'université, la société civile, les chefs religieux, les femmes leaders, les ONGD, les députées et les chefs de quartier.

03

Principales conclusions : pluralisme et typologie du pouvoir féminin

La recherche révèle que des concepts tels que « pouvoir », « autonomisation » et « autorité » n'ont pas d'équivalents directs dans les langues locales, ce qui met en évidence une divergence fondamentale entre les cadres conceptuels occidentaux et les visions du monde locales. Cette polysémie ne constitue pas une limitation linguistique, mais reflète des systèmes d'organisation sociale où le pouvoir féminin fonctionne selon des logiques complémentaires plutôt que concurrentielles. Les femmes interviewées décrivent des formes d'influence reposant plus sur la capacité de mobilisation sociale, l'intermédiation dans les réseaux familiaux et communautaires, et le contrôle de ressources économiques spécifiques (culture du riz, transformation alimentaire, commerce), que sur l'occupation de postes officiels.

L'analyse identifie une typologie diversifiée du leadership féminin qui comprend : les femmes leaders économiques (entrepreneuses, commerçantes, membres de *tontines* et de systèmes d'épargne collective) ; les femmes leaders religieuses (prêtresses de la religion traditionnelle, leaders musulmanes dans les confréries soufies, militantes chrétiennes) ; les femmes leaders politiques officielles (conseillères municipales, députées, déléguées régionales) ; les leaders communautaires (présidentes d'associations de base, médiatrices de conflits, organisatrices de cérémonies) ; les leaders éducatives (enseignantes, formatrices en alphabétisation, promotrices de la scolarisation des filles) ; et les leaders sanitaires (sages-femmes, *Badienou Gokh*). Cette dernière catégorie, particulièrement significative à Kafountine, représente un leadership émergent où de jeunes sages-femmes ayant reçu une formation technique acquièrent une autorité grâce à la prestation de services vitaux, alliant connaissances professionnelles et engagement social. Cette typologie n'est pas exclusive ; de nombreuses femmes occupent simultanément des postes dans plusieurs de ces catégories, ce qui témoigne de la fluidité et de la complémentarité des espaces de pouvoir.

Contrairement aux dichotomies occidentales qui opposent les espaces privés/publics et ruraux/urbains comme des sphères incompatibles, la recherche documente une osmose adaptative entre ces domaines. Les femmes urbaines maintiennent des liens avec les zones rurales qui constituent des éléments clés de leur autonomie, atténuant l'isolement des foyers prolétaires et offrant des lignes d'influence complémentaires. L'étiquette de genre dans les situations domestiques, apparemment sexiste (les femmes mangent séparément après avoir cuisiné), coexiste avec une capacité remarquable de mobilisation sociale et d'indépendance dans la prise de décisions économiques. Cette fluidité ne doit pas être interprétée comme une promiscuité inhibante qui limite le progrès, mais comme une stratégie adaptative qui optimise le positionnement des femmes dans de multiples espaces en fonction de circonstances spécifiques.

Les entretiens révèlent que les modèles de pouvoir féminin se transmettent d'une génération à l'autre en maintenant une continuité avec les schémas antérieurs, sans les nier ni les rejeter. La prééminence des femmes âgées (la majorité ayant plus de 50 ans, une proportion significative ayant plus de 60 ans) s'explique non par une tradition statique, mais par leur capacité accumulée à mettre en relation les personnes à travers des réseaux généalogiques et des groupes d'âge, axes centraux dans les sociétés de lignées. On prévoit que, même si les futures dirigeantes continueront d'être des personnes mûres, la proportion de celles ayant suivi des études moyennes et supérieures augmentera considérablement. Cette formation académique plus poussée ne transformera pas de manière décisive les modèles de pouvoir, car la clé réside dans l'accumulation de contacts vitaux et la place qu'elles occupent dans les structures segmentaires, et non uniquement dans les diplômes officiels.

Le pouvoir féminin en Basse-Casamance se caractérise par sa multifactorialité : il combine des éléments d'autochtonie ethnique (appartenance aux groupes diola, mandingue, peul, baïnouk), l'affiliation religieuse (islam soufi, christianisme, religion traditionnelle), le positionnement économique (contrôle d'activités spécifiques telles que la culture du riz, la pêche artisanale, la transformation des produits), les études (alphabétisation dans les langues locales et/ou le français) et le capital social accumulé (réseaux familiaux, associatifs, transnationaux). Cette multiplicité de facteurs génère un pluralisme culturel qui constitue un atout adaptatif et une ressource fondamentale. Les stratégies des femmes ne consistent pas à choisir entre tradition et modernité, mais à articuler de manière sélective des éléments issus de divers répertoires culturels en fonction de contextes et d'objectifs spécifiques.

04 Recommandations pour la coopération internationale

La recherche génère des recommandations spécifiques pour les gestionnaires institutionnels et les agents de coopération internationale :

Reconnaître l'autonomie des sujets collectifs de droit. Les femmes participent simultanément à

de multiples communautés et collectifs qui ne sont pas toujours cohérents entre eux. La coopération doit optimiser cette complexité plutôt que de sélectionner ou de sacrifier certaines affiliations au profit d'autres. Le dialogue local doit faciliter la fluidité entre les espaces sociaux (domestique/public, rural/urbain) plutôt que de chercher à les segmenter.

Éviter les interprétations tutélaires. Les manifestations d'étiquettes domestiques apparemment sexistes ne doivent pas être automatiquement interprétées comme un besoin de sauvetage. Ces mêmes femmes peuvent faire preuve d'une capacité remarquable de mobilisation sociale, d'indépendance décisionnelle et d'autonomie économique. Les changements dans les rôles publics et les étiquettes leur appartiennent, ils ne sont pas imposés de l'extérieur.

Valoriser le pluralisme culturel comme un atout adaptatif. L'articulation sélective d'éléments traditionnels et innovants en fonction de contextes spécifiques constitue une stratégie de résilience, et non une contradiction à résoudre. Les politiques d'autonomisation doivent reconnaître et renforcer cette capacité à mobiliser divers répertoires culturels.

Intégrer des mécanismes endogènes de médiation. Les systèmes locaux de gestion des conflits et de prévention de la violence de genre fonctionnent efficacement dans leur contexte. La coopération doit faciliter le dialogue entre les droits formels et les pratiques endogènes, sans chercher à les remplacer les uns par les autres ni à figer des dynamiques sociales intrinsèquement changeantes.

Renforcer les alliances horizontales de connaissances. Le modèle de recherche participative entre les centres catalans/espagnols et casamançais a généré des capacités durables et des réseaux transversaux d'alliés. Cette approche doit être reproduite, en incluant éventuellement des extensions méthodologiques vers la Guinée-Bissau, où des contextes socioculturels comparables et des connexions transfrontalières faciliteraient l'adaptation du modèle collaboratif.

05 Réflexion finale

Cette recherche montre que le pouvoir et l'autonomisation des femmes en Basse-Casamance ne peuvent être compris à partir de cadres binaires opposant tradition/modernité, privé/public, rural/urbain ou individuel/collectif. Les formes endogènes de pouvoir féminin se caractérisent par leur pluralisme culturel, leur multifactorialité, leur fluidité et transversalité entre les espaces sociaux et leur ancrage dans des structures communautaires de longue date.

Le défi pour les politiques d'autonomisation des femmes ne consiste pas à transplanter des modèles exogènes universalistes, mais à reconnaître, comprendre et articuler ces logiques locales de pouvoir. L'autonomie des femmes casamançaises se construit à partir de l'appartenance à des sujets collectifs de droit, de la capacité à mobiliser de multiples répertoires culturels et de l'accumulation de capital social dans des réseaux généalogiques et associatifs. Toute intervention

externe qui se veut efficace doit partir de la reconnaissance empirique de ces réalités, en dépassant les idéalizations et les idéologies qui brident souvent la coopération internationale.

La recherche souligne que le potentiel d'adaptation du pluralisme culturel féminin en Basse-Casamance constitue un atout fondamental pour le développement. Optimiser ce potentiel nécessite des politiques agiles qui facilitent, plutôt que restreignent, la fluidité entre les espaces sociaux, qui reconnaissent l'autonomie des sujets collectifs et qui dialoguent horizontalement avec les mécanismes endogènes d'organisation sociale, au lieu de chercher à les remplacer par des modèles exogènes décontextualisés.

Avec le soutien de :

